



UNION SNUI-SUD Trésor Solidaires 13

● 22, rue Borde 13265 Marseille cedex 8
183, av. du Prado 13265 Marseille cedex 8
3, allée d'Estienne d'Orves 13098 Aix en Provence

● Tél. 0491179757 – 0491179717 – 0491179208 - 0442023663

● E-mail : snui.bdr-marseille@dgfp.finances.gouv.fr
snui.bdr-marseille@dgfp.finances.gouv.fr
sudtresor.013@dgfp.finances.gouv.fr

● Bouches du Rhône

Marseille le 27 juillet 2010

Compte rendu de l'audience du 27 juillet avec Mme Reisman Administratrice Générale des Finances Publiques de la DRFiP 13

Les représentants de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires ont été reçus ce matin par la nouvelle responsable départementale de notre administration.

Nous avons dénoncé toutes les dérives que la réforme de notre administration génère avec notamment, la dégradation des conditions de travail due à un manque chronique d'effectifs quelque soient le service et la filière.

Cette pénurie a été condamnée lors des dernières CAPL de mutations du département avec les conséquences désastreuses qu'elle entraîne à tous les niveaux.

Nous avons également dénoncé la précipitation et l'incurie qui ont présidé à la mise en place de la DRFiP des Bouches du Rhône, le manque de visibilité et de transparence de ces diverses opérations, l'absence préjudiciable de saisine du CHS ainsi que la politique locale de gestion immobilière (abandon du site de Sainte Anne).

Mme REISMAN nous a défini le périmètre de sa mission :

1°) sur les SIP :

Mise en place de groupes de projets pour les futurs SIP et de comités de suivi pour les SIP existants, composés de représentants hiérarchiques de chaque filière et des agents concernés, avec diffusion des comptes-rendus réguliers « dans un souci de transparence ».

2°) sur l'harmonisation des trois directions.

Elle sera assurée par des processus, des documents, et des procédures communs et un pilotage unique de la « maison mère » de Marseille.

L'Union a vivement réagi sur ces différents sujets :

- sur les SIP :

Les sites existants ont été victimes de la précipitation et de la volonté forcenée du responsable de l'époque d'avancer, à marche forcée, sans préparation.

Aujourd'hui, les collèges de ces sites en pâtissent toujours.

Nous avons repris à titre d'exemples le désastre des sites de Marignane , d'Aubagne et d'Aix.

Ainsi, nous avons remis les photos prises sur le site de Marignane mettant en évidence la dégradation des sols amiantés et dénoncé l'absence de respect des engagements pris par la DSF d'Aix, tant pour les travaux d'aménagement que pour l'espace de travail du PCE.

Sur Aubagne, nous avons également dénoncé l'exiguïté des locaux rendant problématique le fonctionnement de tous les services de ce site, dans un contexte de constant développement économique et fiscal.

Nous avons évoqué les problèmes d'hygiène et de sécurité de la Trésorerie d'Aubagne, que nous voulons voir inscrits à l'ordre du jour du prochain CHS.

Sur Aix, nous avons dénoncé le non respect du projet des ergonomes et la disproportion de l'enveloppe budgétaire accordée pour des travaux (nécessaires) d'une telle ampleur. Il en est de même du « dégageant » du PCE à l'Atrium.

De plus, l'Union a exprimé ses grandes inquiétudes sur la mise en place des grandes concentrations.

Ainsi, s'agissant du site Prado/Borde/Landier, l'Union a toujours été très critique sur la mise en place de cette usine à gaz.

Nous avons dénoncé l'instauration d'un accueil provisoire (de décembre à avril) sur Borde.

Les dysfonctionnements mis en évidence l'année dernière sur la localisation de la caisse et l'accueil du public (volumétrie, et accès spécifique aux personnes handicapées) ont été réitérés.

Mme REISMAN a pris note de nos revendications et affirmé sa volonté que cet accueil provisoire ne dépasse pas le mois d'avril. Dont acte !

L'attention de la Direction a été également attirée sur la mise en place problématique de l'accueil sur Sadi Carnot compte tenu des difficultés existantes pour les arrondissements 2/15/16 et 3/14 (toute filière confondue).

Il en va de même pour le site de Saint Barnabé.

- sur les structures de direction :

En remettant à Mme REISMAN la pétition des agents de la DSF d'Aix, nous avons mis en avant les inquiétudes des agents quant à leur devenir professionnel et personnel, et leur revendication quant à la pérennité de l'antenne aixoise.

Mme REISMAN a acté le principe du maintien à résidence des agents et insisté sur la probabilité du changement de leurs missions. Elle a précisé qu'elle ne donnait aucune assurance de pérennité et qu'elle excluait l'idée d'une « DSF bis ». Pour ce faire, et en complément des rendus des groupes de travail DRFiP, elle a décidé de nommer deux collaborateurs sur ce problème particulier.

Nous avons exigé une restitution rapide de ces conclusions pour une plus grande visibilité des agents concernés.

En ce qui concerne plus particulièrement les missions RH et logistique, Mme REISMAN a posé le principe du pilotage unique.

Nous nous inquiétons du transfert de ces missions sur Marseille sans effectifs correspondants. Cette inquiétude a été évoquée pour tous les projets en cours (CHORUS par exemple...).

De même, s'agissant du site Landier-Borde, l'Union a exigé, la fixation d'un calendrier précis, et suffisamment en amont des déménagements des services (Division recouvrement TG, service comptabilité TG, services RH et logistique de Sadi Carnot,.....).

En réponse, dès la rentrée, Mme REISMAN a prévu des réunions d'information sur ces sujets et la fixation de ce calendrier.

S'agissant des Recettes des Finances territoriales, si leur maintien a été confirmé, la question du périmètre futur de leurs compétences n'a toujours pas été tranchée. L'Union a de nouveau dénoncé cet atermolement. Mme REISMAN a rappelé sa volonté de maintenir ces services de proximité, qui auront pour but d'assurer l'animation et le pilotage des directives de la Direction (ex : non-valeurs, dialogue social et notation).

L'Union a insisté là encore sur la nécessité de tenir compte des contraintes liées à l'exercice de certaines missions (ex : audiences en contentieux) et d'avoir des effectifs adaptés.

Dès la rentrée, Mme REISMAN a prévu (là encore !) des réunions d'information sur ces sujets.

Face à l'inquiétude des personnels, à l'absence concrètes de reconnaissances pécuniaires et à leur démotivation grandissante, les représentants de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires ont mis en garde la DRFiP sur les réactions qui ne manqueront pas de se manifester dès la rentrée. Les taux de grévistes lors des derniers appels nationaux démontrent s'il le fallait leur mobilisation et leur détermination.